

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, MINISTÈRE DES FINANCES, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 93 — 1460

[C — 12317]

**1^{er} JUIN 1993. — Loi imposant des sanctions
aux employeurs occupant des étrangers
en séjour illégal en Belgique (1)**

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, modifié par les lois des 8 juin 1972, 4 janvier 1974, 22 juillet 1974, 23 janvier 1975, 22 juillet 1976, 4 août 1978, par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 et par les lois des 2 juillet 1981, 22 janvier 1985, 24 juillet 1987, 30 décembre 1988, 22 décembre 1989, 20 juillet 1991, et 5 août 1992 sont apportées les modifications suivantes :

1° le 19° est abrogé;

2° dans le 35° les mots « l'employeur qui » sont remplacés par les mots « toute personne qui ».

Art. 2. L'article 1^{er}bis de la même loi, inséré par la loi du 22 juillet 1976 et modifié par les lois des 5 août 1978, 2 juillet 1981, 30 décembre 1988, 22 décembre 1989 et 20 juillet 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}bis. Encourt, dans les conditions fixées par la présente loi et pour autant que les faits soient également passibles de sanctions pénales, une amende :

1° de 150 000 à 500 000 francs, l'employeur qui a commis une infraction visée à l'article 27, 1°, a, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, et quiconque a commis une infraction visée à l'article 27, 1°, b, c, d ou e, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 précité;

2° de 15 000 à 100 000 francs, l'employeur qui a commis une infraction visée à l'article 27, 2°, a, c, d, ou e, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 précité;

3° de 10 000 à 100 000 francs, l'employeur qui a commis une infraction aux dispositions prises en exécution de l'article 7, § 4, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

4° de 15 000 à 100 000 francs, l'employeur qui a commis une infraction visée à l'article 16 de la loi du 18 novembre 1972 concernant l'inspection du travail;

(1) Session extraordinaire 1991-1992 :

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 458/1 — 91/92 (S.E.) — Amendements, n°s 458/2 à 5 — 91/92 (S.E.).

Session 1992-1993 :

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Rapport, n° 458/6 — 92/93. — Texte adopté par la Commission, n° 458/7 — 92/93. — Amendements, n° 458/8 — 92/93.

Annales parlementaires. — Séance du 4 février 1993.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 641/1 (1992-1993). — Rapport, n° 641/2 (1992-1993).

Annales parlementaires. — Séances des 22 et 23 avril 1993.

MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN, MINISTERIE VAN FINANCIËN, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN, MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 93 — 1460

[C — 12317]

**1 JUNI 1993. — Wet betreffende de bestraffing van werkgevers
omwille van tewerkstelling van illegaal in België verblijvende
vreemdelingen (1)**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten

Artikel 1. In artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, gewijzigd bij de wetten van 8 juni 1972, 4 januari 1974, 22 juli 1974, 23 januari 1975, 22 juli 1978, 4 augustus 1978, bij het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 en bij de wetten van 2 juli 1981, 22 januari 1985, 24 juli 1987, 30 december 1988, 22 december 1989, 20 juli 1991 en 5 augustus 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 19° wordt opgeheven;

2° in 35° worden de woorden « de werkgever die » vervangen door de woorden « al wie ».

Art. 2. Artikel 1bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1978, 2 juli 1981, 30 december 1988, 22 december 1989 en 20 juli 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1bis. Onder de in deze wet bepaalde voorwaarden en voor zover de feiten ook voor strafvervolgning vatbaar zijn, kan een geldboete worden opgelegd :

1° van 150 000 tot 500 000 frank aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 27, 1°, a, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, en aan al wie zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 27, 1°, b, c, d of e, van voormeld koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967;

2° van 15 000 tot 100 000 frank aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 27, 2°, a, c, d, of e, van voormeld koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967;

3° van 10 000 tot 100 000 frank aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding van de bepalingen genomen in uitvoering van artikel 7, § 4, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers;

4° van 15 000 tot 100 000 frank aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 16 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie;

(1) Buitengewone zitting 1991-1992 :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 458/1 — 91/92 (B.Z.) — Amendementen, nrs. 458/2 tot 5 — 91/92 (B.Z.).

Zitting 1992-1993 :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 458/6 — 92/93. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 458/7 — 92/93. — Amendementen, nr. 458/8 — 92/93.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 4 februari 1993.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 641/1 (1992-1993). — Verslag, nr. 641/2 (1992-1993).

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 22 en 23 april 1993.

5° de 10 000 à 250 000 francs, l'employeur qui a commis une infraction à l'article 7 de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 3. L'article 8, alinéa 1er de la même loi modifié par la loi du 30 décembre 1988 est complété comme suit :

« , sauf si celle-ci est prise en application de l'article 1er bis, 1°. »

Art. 4. A l'article 11, alinéa 3, de la même loi modifié par la loi du 30 décembre 1988 sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 1 000 000 de francs » sont remplacés par les mots « 2 000 000 de francs ».

2° cette disposition est complétée par les mots « ce maximum n'est pas d'application à l'infraction visée à l'article 1er bis, 1°. »

Art. 5. A l'article 12, alinéa 2, de la même loi modifié par les lois des 22 juillet 1976 et 30 décembre 1988 sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 1 800 000 francs » sont remplacés par les mots « 2 800 000 francs » ;

2° cette disposition est complétée comme suit :

« Ce maximum n'est pas d'application en cas de concours avec une infraction visée à l'article 1er bis, 1°. »

Art. 6. Un article 12ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 12ter. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, les montants visés à l'article 1er bis seront doublés. »

Art. 7. L'article 13, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, les actes d'instruction ou de poursuites, en ce compris les notifications de l'auditeur du travail quant à l'intentement de poursuites pénales et l'invitation à l'employeur de présenter ses moyens de défense, visée à l'article 7, alinéa 2, faits dans le délai déterminé à l'alinéa 1er, en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées. »

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère

Art. 8. Dans l'article 6bis de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère inséré par la loi du 22 juillet 1976, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'employeur qui a commis une infraction visée à l'article 27, 1°, a, est tenu de payer les frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de l'étranger concerné et ceux des membres de sa famille séjournant irrégulièrement avec lui.

Le Roi fixe une indemnité forfaitaire sur la base du coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation. »

Art. 9. A l'article 27 du même arrêté royal modifié par la loi du 22 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 1°, dans la première phrase, les mots « d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 1 000 à 2 000 francs » sont remplacés par les mots « d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 6 000 à 30 000 francs » ;

2° au 1°, a, les mots « qui n'a pas de titre de séjour belge ou d'attestation d'immatriculation valables » sont remplacés par les mots « qui n'est pas admis ou autorisé à s'établir ou à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ou qui n'est pas de plein droit admis à s'établir ou à séjourner plus de trois mois dans le Royaume ».

3° dans le 2°, dans la première phrase, les mots « d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 1 000 francs » sont remplacés par les mots « d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 700 à 6 000 francs ».

Art. 10. L'article 28 du même arrêté royal, modifié par la loi du 22 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. En ce qui concerne les infractions prévues à l'article 27, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes qui ne possèdent pas la nationalité belge concernées par les infractions commises ».

5° van 10 000 tot 250 000 frank aan de werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Art. 3. Artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet gewijzigd bij de wet van 30 december 1988 wordt aangevuld als volgt :

« , tenzij deze is genomen bij toepassing van artikel 1bis, 1°. »

Art. 4. In artikel 11, derde lid, van dezelfde wet gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 1 000 000 frank » worden gewijzigd door de woorden « 2 000 000 frank ».

2° deze bepaling wordt aangevuld met de woorden « dit maximum is niet van toepassing voor de bij artikel 1bis, 1°, bedoelde overtreding. »

Art. 5. In artikel 12, tweede lid, van dezelfde wet gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1976 en 30 december 1988 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 1 800 000 frank » worden vervangen door de woorden « 2 800 000 frank » ;

2° deze bepaling wordt aangevuld als volgt :

« Dit maximum is niet van toepassing in geval van samenloop met een bij artikel 1bis, 1°, bedoelde overtreding. »

Art. 6. Een artikel 12ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 12ter. Indien binnen drie jaar, te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, worden de in artikel 1bis genoemde bedragen verdubbeld. »

Art. 7. Artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De daden van onderzoek of van vervolging, met inbegrip van de kennisgevingen van de arbeidsauditeur omtrent het al dan niet instellen van strafvervolging en de in artikel 7, tweede lid, aan de werkgever geboden mogelijkheid om zijn verweermiddelen naar voren te brengen, verricht binnen de in het eerste lid gestelde termijn, stuiten de loop ervan. Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit

Art. 8. In artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit ingevoegd bij de wet van 22 juli 1976, worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« De werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding bedoeld in artikel 27, 1°, a, is gehouden tot betaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending van de betrokken vreemdeling en van de leden van zijn gezin die onregelmatig bij hem verblijven.

De Koning bepaalt ter zake een forfaitaire vergoeding op basis van de gemiddelde kostprijs van twee jaar voordien, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijsen. »

Art. 9. In artikel 27 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden in de eerste zin de woorden « met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 1 000 frank tot 2 000 frank » vervangen door de woorden « met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank » ;

2° in 1°, a, worden de woorden « die geen houder is van een geldige Belgische verblijfsvergunning of van een geldig attest van immatriculatie » vervangen door de woorden « die niet is toegelaten of gemachtigd tot vestiging of tot een verblijf van meer dan drie maanden of die niet van rechtswege tot vestiging of tot een verblijf van drie maanden in het Rijk is toegelaten. »

3° in 2° worden in de eerste zin de woorden « met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 100 tot 1 000 frank » vervangen door de woorden « met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een geldboete van 1 700 tot 6 000 frank ».

Art. 10. Artikel 28 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28. Voor de bij artikel 27 bepaalde misdrijven wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er personen die niet van Belgische nationaliteit zijn, betrokken zijn geweest bij de begane misdrijven ».

Art. 11. Dans l'article 29 du même arrêté royal, modifié par la loi du 22 juillet 1976, les mots « à un emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de 1 000 à 5 000 francs » sont remplacés par les mots « à un emprisonnement d'un mois à deux ans et à une amende de 6 000 à 30 000 francs »;

Art. 12. A l'article 31 du même arrêté royal, modifié par la loi du 22 juillet 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « les articles 59 et 60 » sont remplacés par les mots « les articles 59, 60 et 85 »;

2° cet article est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 42, 1°, du Code pénal, la confiscation spéciale peut également être appliquée aux biens mobiliers, y compris ceux qui sont immeubles par incorporation ou par destination, qui forment l'objet de l'infraction ou qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre l'infraction, même lorsque ces biens n'appartiennent pas en propriété au contrevenant ».

Art. 13. Dans le même arrêté royal il est inséré un chapitre VIIbis, comprenant l'article 32bis et libellé comme suit :

« Chapitre VIIbis. Rapport sur l'application de l'arrêté royal n° 34.

Art. 32bis. Le Gouvernement fera chaque année rapport aux Chambres législatives sur l'application du présent arrêté. »

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail

Art. 14. A l'article 4 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail dont le texte actuel devient le § 1er, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans ce nouveau § 1er le point 2°, f, est remplacé par la disposition suivante : « saisir contre récépissé ou mettre sous scellés d'autres biens mobiliers que ceux visés aux littéras c, d ou e, en ce compris les biens mobiliers qui sont immeubles par incorporation ou par destination, que le contrevenant en soit propriétaire ou pas, qui sont soumis à leur contrôle ou par lesquels des infractions aux législations dont ils exercent la surveillance peuvent être constatées lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve de ces infractions ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises.

2° il est ajouté un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Une action en cessation peut, conformément au chapitre VIII de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, être introduite auprès du président du tribunal de commerce par le Ministre compétent pour les dispositions visées. »

CHAPITRE IV. — Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 15. A l'article 77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « vingt-six francs à deux cents francs » sont remplacés par les mots « mille sept cents francs à six mille francs »;

2° à l'alinéa 2, les mots « cent francs à mille francs » sont remplacés par les mots « six mille francs à trente mille francs ».

CHAPITRE V. — Modification de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques de commerce et sur l'information et la protection du consommateur

Art. 16. L'article 97, alinéa 1er, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, est complété par un point 13, libellé comme suit :

« 13. L'occupation d'une personne par un employeur qui a commis une infraction visée à l'article 27, 1°, a, de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère. ».

Art. 11. In artikel 29 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1976, worden de woorden « op een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en op een geldboete van 1 000 tot 5 000 frank » vervangen door de woorden « op een gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en op een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank »;

Art. 12. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de artikelen 59 en 60 » worden vervangen door de woorden « de artikelen 59, 60 en 85 »;

2° dit artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van artikel 42, 1°, van het Strafwetboek kan de bijzondere verbeurdverklaring ook toegepast worden op roerende goederen, met inbegrip van deze die onroerend zijn door incorporatie of bestemming, die het voorwerp van het misdrijf uitmaken of die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, zelfs wanneer deze niet in eigendom toebehoren aan de overtreder ».

Art. 13. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een hoofdstuk VIIbis, dat het artikel 32bis bevat, ingevoegd luidend als volgt :

« Hoofdstuk VIIbis. — Verslag over de toepassing van het koninklijk besluit nr. 34.

Art. 32bis. De Regering brengt ieder jaar verslag uit aan de Wetgevende Kamers over de toepassing van dit besluit. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie

Art. 14. In artikel 4 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie waarvan de huidige tekst § 1 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In deze nieuwe § 1 wordt het punt 2°, f, vervangen door de volgende bepaling : « andere roerende goederen dan diegene bedoeld in de littera c, d of e, met inbegrip van roerende goederen die onroerend zijn door incorporatie of door bestemming, ongeacht of de overtreder al dan niet de eigenaar is van deze goederen, die aan hun toezicht onderworpen zijn of aan de hand waarvan overtredingen van de wetgevingen waarop zij toezicht uitoefenen, kunnen worden vastgesteld, tegen ontvangstbewijs in beslag nemen of deze verzegelen wanneer dit noodzakelijk is voor het leveren van het bewijs van deze overtredingen of wanneer het gevaar bestaat dat met deze goederen de overtredingen worden voortgezet of nieuwe overtredingen zullen worden gepleegd.

2° een § 2 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Een vordering tot staken kan, overeenkomstig hoofdstuk VIII van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument ingesteld worden bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel door de Minister die voor de bedoelde bepalingen bevoegd is. »

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Art. 15. In artikel 77 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « zesentwintig frank tot tweehonderd frank » vervangen door de woorden « zeventienhonderd frank tot zesduizend frank »;

2° in het tweede lid worden de woorden « honderd frank tot duizend frank » vervangen door de woorden « zesduizend frank tot dertigduizend frank ».

HOOFDSTUK V. — Wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument

Art. 16. Artikel 97, eerste lid, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument wordt aangevuld met een punt 13, luidend als volgt :

« 13. de tewerkstelling van een persoon door een werkgever die zich schuldig maakt aan een overtreding van artikel 27, 1°, a, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit. ».

CHAPITRE VI

Modification du Code d'instruction criminelle

Art. 17. L'article 216 bis, § 1er, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, est complété comme suit :

« Pour les infractions visées à l'article 27, 1^o, a, b, c, d ou e, de l'arrêté royal n^o 34 du 20 juillet 1987 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, la somme prévue à l'alinéa 1er ne peut être inférieure au minimum prévu pour les amendes administratives, visées par l'article 1er bis, 1^o, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales. »

CHAPITRE VII. — Entrée en vigueur

Art. 18. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1er bis, 3^o, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, inséré par l'article 2 de la présente loi, qui entre en vigueur le 1er juin 1992.

Formulons la présente loi, ordonnance qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1er juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique
et de l'Environnement,
Mme M. DE GALAN

Scellé du sceau de l'Etat,
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding
Wijziging van het Wetboek van strafvordering

Art. 17. Artikel 216 bis, § 1, derde lid, van het Wetboek van strafvordering, wordt aangevuld als volgt :

« Voor de inbreuken bedoeld in artikel 27, 1^o, a, b, c, d of e, van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1987 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, mag de in het eerste lid bedoelde geldsom niet minder bedragen dan het minimum vastgesteld voor de administratieve geldboeten bedoeld bij artikel 1 bis, 1^o, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten. »

HOOFDSTUK VII. — Inwerkingtreding

Art. 18. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt met uitzondering van het bij artikel 2 van deze wet ingevoegde artikel 1 bis, 3^o, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, dat in werking treedt op 1 juni 1992.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

De Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid
en Leefmilieu,
Mevr. M. DE GALAN

Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

29 AVRIL 1993. — Arrêté royal
relatif à la construction de la ligne à grande vitesse Paris-Bruxelles
(Tronçon Antoing-Ath)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges, notamment l'article 17, modifiée par la loi du 1^{er} août 1960;

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

29 APRIL 1993. — Koninklijk besluit
betreffende de aanleg van de hogesnelheidslijn Parijs-Brussel
(Baanvak Antoing-Aat)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, inzonderheid op artikel 17 gewijzigd door de wet van 1 augustus 1960;